

Etudiant-es précaires et déter



Solidaires
étudiant-e-s

Quels conseils élit-on ?

Le 7 et 8 mars ont lieu les élections étudiantes aux conseils centraux. Ces conseils sont partiellement élus et dirigent l'université.

Le Conseil d'Administration (CA)

Il détermine la politique de l'établissement et vote notamment le budget de l'université et sa répartition. Il approuve également les propositions du Conseil Académique.

La Commission Formation et Vie Universitaire (CFVU)

Avec la Commission Recherche, elle est une composante du Conseil Académique. Elle établit entre autres les règles relatives aux examens, les modalités d'inscription... toutes les mesures relatives à la formation, à l'accès et au parcours des étudiant-es dans l'université.

Qui sommes-nous ?

Notre liste est soutenue par Solidaires Étudiant-e-s Tours. C'est un syndicat étudiant de lutte membre de la fédération Solidaires étudiant-e-s, présente au niveau national. Nous ne sommes lié-e-s à aucun parti ou courant politique.

Nous défendons un enseignement gratuit, accessible, public, inclusif, critique et émancipateur. Par notre présence tout au long de l'année, nous défendons sur le terrain les intérêts des étudiant-e-s contre les atteintes à leurs conditions de vie et d'études.

Nous fonctionnons de manière autogestionnaire, c'est-à-dire sans hiérarchie : les décisions sont prises et appliquées collectivement. Nous jugeons nécessaire de nous regrouper car c'est en nous organisant ensemble que nous pourrions défendre nos droits et en gagner de nouveaux. Nous luttons contre tous les types d'oppression et de domination et défendons notamment des principes anticapitalistes, anti-sexistes et antiracistes.

Quand tu rencontres un problème à la fac (inscription, avec un prof, bourses...) :

Contacte-nous, on lutte ensemble pour le défendre.

Pourquoi nous présenter ?

Les étudiant-e-s sont largement sous représenté-e-s dans ces conseils, ce qui ne nous laisse aucune possibilité de peser dans la balance au moment des votes. Pour cette raison, nous ne reconnaissons pas de légitimité démocratique à ces instances et ne nous faisons aucune illusion : ce sont les actions des étudiant-e-s en dehors de celles-ci qui permettront d'améliorer nos conditions de vie et d'études, pas l'administration !

Notre présence dans les conseils reste importante, car elle nous permet :

- de nous faire le relai des revendications des étudiant-e-s, et d'y apporter un soutien matériel (accès à un local, réservations de salles...)
- d'avoir un regard dans ces conseils et d'obtenir les documents qui nous permettront d'informer les étudiant-es sur les décisions qui nous touchent.
- d'être en capacité de porter une voix alternative aux politiques universitaires qu'on nous impose.

Etudiant-es précaires et déter c'est des étudiant-es qui vous représentent, qui luttent au quotidien contre la sélection, le manque de moyen mais aussi la précarisation des étudiant-es.

Etudiant-es précaires et déter c'est aussi des étudiant-es qui défendent la BU et la BS.

Les 19 et 20 mars votez pour des étudiant-es engagé-es !

Qu'est-ce que le « plan étudiants » ?

En octobre 2017, le gouvernement a présenté cette réforme. Que contient-elle ?

La sélection à l'entrée de la licence : c'est le côté le plus connu. APB a été remplacé par Parcoursup et les universités pourront sélectionner les candidat-e-s selon des « attendus » nationaux et locaux. Par exemple : en droit à Lyon il faut faire preuve « d'imagination »

La déstructuration de la licence : l'inscription ne se fera plus par années/semestres mais par UE. Les cours deviendront indépendants et pourront prendre des formes différentes en fonction des étudiant-e-s : CM, TD, MOOC (vidéo sur internet, type OBi)...

Contractualisation de la licence : au sein d'un même diplôme, nous n'aurons plus les mêmes enseignements, les mêmes modalités d'évaluation, ni les mêmes droits. Tout sera défini par un contrat individuel signé avec la fac.

Nous luttons et continuerons de lutter pour le retrait de ce « plan étudiants » délétère !

Quelles conséquences concrètes ?

Limitation de l'accès au master : celles et ceux qui auront suivi les bons cours pourront choisir leur master, les autres seront laissé-e-s de côté.

Fin de la compensation : conséquence affirmée par la ministre, maintenant pouvoir compenser un 9 et un 12 dépendra du « contrat » de chacun-e.

Perte de droits de bourse : ils seront désormais liés au respect du « contrat » et plus universels.

Mise en cause du droit à la réorientation et au redoublement : tout ce qui ne sera pas dans le contrat se fera encore plus « à la tête du client ».

Même diplôme = salaires inégaux : avec des cours et des compétences différentes selon les étudiant-e-s pour un même diplôme, aucune raison de garder les conventions collectives.

Nous revendiquons un enseignement supérieur :

accessible et public

- L'arrêt de tout processus de fusion
- Le retrait total du « plan étudiants »
- La fin de la sélection en master
- Le maintien de la compensation, sa généralisation et la fin des notes plancher
- Le maintien des rattrapages et l'extension de la seconde session d'examen à tous les cursus
- La facilitation des demandes de réorientation
- La définition et respect de Modalités de Contrôle des Connaissances claires pour éviter les abus de la part des enseignant-e-s dans la notation
- L'ouverture de groupes de TD et augmentation du nombre de places à l'université passant par une augmentation des moyens alloués

inclusif et gratuit

- La gratuité des frais d'inscription et dès maintenant la fin des frais d'inscription supplémentaires de 100 euros pour les étudiant-e-s en L, M, D en formation continue et non-financé-e-s
- Un vrai statut unifié d'étudiant-e salarié-e : facilitation de l'accès au contrôle terminal, choix prioritaires des groupes de TD...
- Le vote définitif et application d'une charte antisexiste sanctionnant les associations aux pratiques sexistes et les bizutages
- La possibilité de s'inscrire sous ses prénom et civilité d'usage
- L'inscription des étudiant-e-s sans demande de titre de séjour afin de permettre la régularisation de tou-te-s les étudiant-e-s sans papiers
- Des moyens supplémentaires pour l'accueil des étudiant-e-s exilé-e-s

critique et émancipateur

- La liberté d'affichage et la possibilité de communication syndicale par mail auprès de tou-te-s les étudiant-e-s
- La gratuité d'accès et de formation au fablab pour les étudiant-e-s
- La mise en place de davantage d'information sur les conseils et les instances universitaires afin de nous encourager à nous y impliquer

Non à la sélection en master

L'an dernier une réforme a instauré la sélection à l'entrée en master. Contrairement à l'UNEF et la FAGE qui ont signé la réforme, nous nous sommes opposé-e-s à la sélection en M1 et revendiquons l'accès en master pour tou-te-s les étudiant-e-s titulaire de licence qui le souhaitent.

Les 19 et 20 mars, votez Etudiant-es précaires et déter !